

**Art. 10.** De aanvraag tot het bekomen van een toelage wordt ingediend bij de administratie ten minste binnen de twee maanden die voorafgaan op de datum van het begin van het programma voor de sportontwikkeling, op een door de administratie bezorgd formulier.

Bij die aanvraag worden gevoegd :

- 1° een vertoning van het sportontwerp met uitvoerige beschrijving van de in artikel 2 beschreven bedoeling;
- 2° een gedetailleerd programma en een juiste uurregeling van de activiteiten;
- 3° de lijst van de personen die de pedagogische omkadering van het programma vormen zoals de getuigschriften betreffende hun kwalificaties;
- 4° de vermelding van de plaats waar de activiteiten zullen plaatsgrijpen;
- 5° het bevorderingsplan.

**Art. 11.** De toelage en de eventuele bijkomende toelage worden vereffend na het verkrijgen van een kwalitatief en kwantitatief verslag over de waardering van de afwerking van het programma binnen een termijn van drie maanden na de datum van het einde ervan en op vertoon van een afschrift van de aansluitingskaarten die eventueel door de club geregistreerd worden op het einde van het programma.

**Art. 12.** Alle elementen die toelaten na te gaan of de kwalificaties en de bekwaamheidsbewijzen van de leden van de pedagogische omkadering bepaald in artikel 6 alsook de bewijsstukken van de inkomsten en uitgaven betrouwbaar zijn, moeten ter beschikking gehouden worden van de ambtenaren belast met de inspectie van de sportactiviteiten van bedoeld programma.

**Art. 13.** Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 december 1991 tot vaststelling van de voorwaarden voor de toekenning van toelagen voor het organiseren van programma's voor de sportontwikkeling wordt opgeheven.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 oktober 1997.

**Art. 15.** De Minister tot wiens bevoegdheid de Sport behoort is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 22 september 1997.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek en Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN



F. 98 — 26

[S - C - 97/29387]

**15 OCTOBRE 1997. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française portant délégations de compétences et de signatures aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> juillet 1982 créant un Commissariat général aux Relations internationales;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988 et par la loi spéciale du 16 juillet 1993, notamment les articles 13 et 96;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 9 mai 1997 fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement;

Considérant qu'il convient de prendre les mesures rendant la gestion du Commissariat général aux Relations internationales plus efficace et, pour ce faire, d'améliorer et d'étendre les délégations prévues dans l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 février 1985;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 10 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 juillet 1997;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 18 juillet 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 27 août 1997;

Sur la proposition du Ministre des Relations internationales;

Vu la délibération du Gouvernement du 8 septembre 1997,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Délégation en matière de passation  
et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services**

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans les limites des crédits disponibles, sans préjudice des limitations imposées par la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment les articles 6 à 10, ainsi que de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, les fonctionnaires généraux sont habilités à approuver le cahier spécial des charges ou les documents en tenant lieu, à choisir le mode de passation de marché, à engager la procédure et à conclure le marché d'entreprise de travaux, de fournitures et de services pour des marchés inférieurs à :

- 1 000 000 francs pour les marchés passés par adjudication publique ou par appel d'offres général;
- 500 000 francs pour les marchés passés par adjudication restreinte ou par appel d'offres restreint;
- 100 000 francs pour les marchés passés par procédure négociée.

**Art. 2.** Les dispositions de l'article 1er sont applicables au Commissaire général. Toutefois, les montants de 1 000 000 francs, 500 000 francs et 100 000 francs sont portés respectivement à 10 000 000 francs, 5 000 000 francs et 1 000 000 francs.

**Art. 3.** Les délégations précitées ne sont valables que pour autant que l'objet du marché ait été autorisé par le Gouvernement ou celui de ses membres compétent, soit par l'approbation d'un programme spécifique où cet objet est compris, soit par une décision particulière concernant cet objet, notamment si le programme n'est pas encore approuvé, ou que la dépense ait fait l'objet d'une inscription nominative au budget.

Une fois le budget du Commissariat général aux Relations internationales approuvé, cette autorisation n'est pas requise lorsqu'il s'agit de dépenses pour les besoins habituels des services (dépenses courantes de fonctionnement, de consommation et d'équipement) ou lorsqu'il s'agit de dépenses dont l'estimation ne dépasse pas 500 000 francs. Toutefois, pour le Commissaire général, le montant est porté à 1 000 000 francs.

**Art. 4.** Sont exclus du présent arrêté, les marchés en matière d'informatique relatifs aux matériels, aux logiciels et aux services.

**Art. 5.** Le pouvoir de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, des dérogations au cahier général des charges, de décider, après en avoir informé le Ministre compétent, de traiter à prix provisoires ou à remboursement, d'imposer le contrôle des prix et de prévoir l'octroi d'avances, est attribué au Commissaire général, pour les marchés dont l'estimation financière ne dépasse pas un million de francs.

**Art. 6.** La compétence d'approbation de l'exécution du marché est accordée à l'autorité déléguée qui a attribué le marché.

**Art. 7.** Délégation est donnée aux fonctionnaires généraux, dans les limites prévues aux articles 1, 2 et 3 pour l'approbation des cahiers des charges, des états estimatifs et des décomptes, pour accorder des prolongations de délais, soit déterminées proportionnellement, soit résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier bien qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires, soit résultant encore des décomptes.

Les prolongations de délai dont question ne peuvent dépasser cinquante pour cent du délai initial.

Toute autre prolongation sera toujours approuvée par le Ministre, sur rapport motivé de l'Administration.

**Art. 8.** Le Commissaire général est autorisé à remettre des amendes ou pénalités de retard à concurrence d'un montant qui ne peut dépasser dix pour cent du montant initial de marché jusqu'à concurrence de cinq millions de francs.

**Art. 9.** Délégation est donnée aux fonctionnaires généraux pour décider des mesures d'office prévues à l'article 20, § 6 de l'annexe à l'arrêté royal du 26 septembre 1996 à prendre contre l'adjudicataire défaillant et pour lui notifier cette décision conformément aux articles 20, § 6, 48, § 3, 1<sup>o</sup>, 66, § 2, 2<sup>o</sup>, ou 75, § 2, 2<sup>o</sup>, du cahier général des charges.

Cette délégation de pouvoirs est limitée aux marchés où le retard dans l'exécution est supérieur à 1/2 N (N étant le délai initial en jours ouvrables).

**Art. 10.** Les limites financières des délégations prévues par le présent arrêté s'entendent taxe sur la valeur ajoutée non comprise.

#### CHAPITRE II. — *Délégations en matière de subventions*

**Art. 11.** En ce qui concerne les subventions réglementaires pour lesquelles les critères d'octroi sont fixés par un décret ou un arrêté, les fonctionnaires généraux sont autorisés à accorder des subventions en tenant compte de toutes les réglementations en vigueur jusqu'à 1 000 000 francs.

#### CHAPITRE III. — *Délégations en matière de frais de missions et d'activités*

**Art. 12.** Délégation est accordée au Commissaire général pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses jusqu'à 100 000 francs relatives aux missions à l'étranger, à la participation à des séminaires et colloques ainsi qu'aux frais de réunions.

**Art. 13.** Le Commissaire général soumet à l'accord du Ministre des Relations internationales la composition des délégations de la Communauté française pour les commissions mixtes et pour les réunions des instances internationales.

Pour ce qui concerne les autres missions de fonctionnaires, le Commissaire général organise les envois à l'étranger après accord du Ministre des Relations internationales et du Ministre sectoriellement compétent. Pour ce qui concerne les agents du CGRI, le Commissaire général en informe le Ministre des Relations internationales.

#### CHAPITRE IV. — *Délégations relatives à l'exécution des accords culturels*

**Art. 14.** Le Commissaire général est compétent pour la réalisation des activités prévues par les programmes des commissions mixtes, à concurrence des montants mentionnés dans le chapitre I, articles 1 et 2.

Il en est de même pour les fonctionnaires de rang 15, dans les limites financières déterminées dans le chapitre I, article 1.

Dans le cadre de cette application, pour ce qui est de l'envoi à l'étranger de personnes ou de groupes, l'accord du Ministre qui a les relations internationales dans ses attributions est requis, sauf si les personnes ou les groupes sont explicitement prévus dans le programme.

#### CHAPITRE V. — *Délégations en matière de personnel*

**Art. 15.** Délégation de compétence est accordée au Commissaire général pour recevoir la prestation de serment des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4.

**Art. 16.** En conformité avec l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française fixant le statut administratif et pécuniaire du personnel du Commissariat général aux Relations internationales, délégation de compétence est accordée au Commissaire général pour :

1<sup>o</sup> a) admettre au stage les lauréats admis par le secrétaire permanent au Recrutement dans les emplois des niveaux 3 et 4 et pour nommer à titre définitif les agents stagiaires de ces niveaux;

- b) nommer les agents temporaires désignés par le secrétaire permanent au Recrutement;
- 2° signer, après désignation par le Ministre, les contrats d'engagement ou les actes de mise au travail : a) des agents contractuels; b) des membres du personnel auxiliaire; c) des agents contractuels subventionnés;
- d) des jeunes en vue de leur occupation en qualité de stagiaires (dans le cadre du stage des jeunes);
- 3° fixer la position administrative des membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 mais après accord du Ministre dans le cas d'un congé pour exercer des fonctions dans le Cabinet d'un Ministre ou secrétaire d'Etat ou dans le Cabinet du Président ou d'un Membre d'un Gouvernement d'une Communauté ou d'une Région ou par désignation pour l'accomplissement d'une mission;
- 4° prendre les actes administratifs nécessaires lorsque le Service de Santé administratif conclut à l'inaptitude physique du candidat ou du membre du personnel, y compris la démission et l'admission à la pension;
- 5° toutes les relations avec le secrétaire permanent au Recrutement;
- 6° fixer le traitement des membres du personnel, déterminer l'avancement de traitement, et fixer le montant de l'allocation pour l'exercice de fonctions supérieures;
- 7° établir la proposition requise pour le changement de grade ou la promotion par avancement de grade ou par accession au niveau supérieur;
- 8° autoriser des prestations à titre exceptionnel et approuver les états de frais y afférents;
- 9° mettre les agents en disponibilité pour maladie ou infirmité n'entraînant par l'inaptitude définitive au service, mais provoquant des absences dont la durée excède celle des congés pour maladie ou infirmité; fixer le traitement d'attente à octroyer à l'agent en disponibilité pour maladie ou infirmité;
- 10° placer en disponibilité pour convenance personnelle les agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 qui en font la demande;
- 11° autoriser les membres du personnel des niveaux 2+, 2, 3 et 4 à s'absenter pour une longue durée justifiée par des raisons sociales ou familiales;
- 12° accorder, soit à leur demande, soit parce qu'ils ont atteint l'âge de la pension, démission de leurs fonctions aux agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;
- fixer le droit à la pension à charge du Trésor des agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4;
- 13° placer un agent en non-activité, s'il s'absente sans autorisation ou dépasse sans motif valable le terme de son congé;
- 14° licencier pour motif grave les membres du personnel engagés par contrat;
- 15° suspendre un agent de ses fonctions dans l'intérêt du service;
- 16° accomplir les actes en matière de réparation des accidents du travail et des maladies professionnelles;
- 17° accorder l'autorisation d'assister à des congrès, colloques, journées d'études, séminaires et conférences organisés en Belgique;
- 18° autoriser les membres du personnel à utiliser leur véhicule personnel pour les déplacements de service occasionnels;
- 19° accorder les congés annuels de vacances et les congés exceptionnels;
- 20° accorder des congés aux agents des niveaux 2+, 2, 3 et 4 dans les cas suivants :
- a) pour des motifs impérieux d'ordre familial;
- b) pour accomplir un stage ou une période d'essai dans un autre emploi d'un service public, de l'enseignement subventionné, d'un centre psycho-médico-social subventionné, d'un office d'orientation professionnelle subventionné ou d'un institut médico-pédagogique subventionné, de l'enseignement universitaire;
- c) pour exercer par interim une fonction dans une école officielle ou dans une école libre subventionnée;
- d) pour présenter une candidature aux élections législatives ou provinciales;
- e) pour prestations réduites justifiées pour des raisons sociales ou familiales ou pour convenance personnelle;
- f) pour suivre les cours en vue de parfaire la formation intellectuelle, morale ou sociale dans le cadre du congé de promotion sociale et du congé de formation;
- g) pour suivre les cours de l'école de protection civile, soit en qualité d'agent volontaire à ce corps, soit en qualité d'élève n'appartenant pas à ce corps;
- h) pour remplir en temps de paix des prestations au corps de protection civile, en qualité d'engagé volontaire à ce corps;
- i) pour l'accueil d'un enfant de moins de dix ans, en vue de son adoption ou de l'exercice d'une tutelle officieuse;
- j) à la naissance d'un enfant, le congé parental;

21° rappeler en service un agent qui est absent pour cause de maladie ou d'infirmité, et que le Service de Santé administratif a jugé apte à reprendre ses fonctions à temps partiel;

22° délivrer et retirer les certificats d'identification aux agents définitifs, stagiaires, temporaires ou contractuels.

Le Commissaire général informe le Ministre des mesures prises en application des 13°, 14° et 15° du présent article.

Le Commissaire général informe une fois tous les six mois le Ministre des Relations internationales en lui communiquant une liste actualisée de tous les agents dans leurs fonctions et grades réels.

#### CHAPITRE VI. — *Dispositions générales*

**Art. 17.** En cas d'absence ou d'empêchement du Commissaire général, un fonctionnaire de rang 15 le remplace.

**Art. 18.** Le Commissaire général peut subdéléguer tout ou partie de ses délégations, après accord du Ministre des Relations internationales

**Art. 19.** Le Commissaire général est compétent pour opérer la répartition des tâches à l'intérieur du Commissariat général.

**Art. 20.** Est abrogé l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 février 1985 portant délégations de compétences aux fonctionnaires généraux du Commissariat général aux Relations internationales.

Bruxelles, le 15 octobre 1997.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre des Relations internationales,  
W. ANCION

Le Ministre la Fonction publique,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

—  
VERTALING

N. 98 — 26

[S - C - 97/29387]

**15 OKTOBER 1997. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende delegaties van bevoegdheden en handtekeningen voor de algemene functionarissen van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen**

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 1 juli 1982 ter oprichting van een Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 inzake de institutionele hervormingen, gewijzigd door de bijzondere wet van 8 augustus 1988 en de bijzondere wet van 16 juli 1993, met name de artikels 13 en 96;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare contracten en bepaalde contracten voor werken, leveringen en diensten;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de openbare contracten voor werken, leveringen en diensten, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 9 mei 1997 ter bepaling van het administratieve en geldelijke statuut van het personeel van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1995 betreffende het reglement van zijn werking;

Overwegende dat de maatregelen moeten worden genomen om het beheer van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen doeltreffender te maken en daartoe de delegaties voorzien in het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1985, te verbeteren en uit te breiden;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 10 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 22 juli 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Openbaar Ambt, gegeven op 18 juli 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 27 augustus 1997;

Op voorstel van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van 8 september 1997,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Delegaties inzake de ondertekening  
en de uitvoering van de openbare contracten voor werken, leveringen en diensten**

**Artikel 1.** Binnen de grenzen van de beschikbare kredieten, onverminderd de beperkingen opgelegd door de wet van 24 december 1993 betreffende de openbare contracten en bepaalde contracten voor werken, leveringen en diensten, met name de artikels 6 tot 10, alsook van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de openbare contracten voor werken, leveringen en diensten, worden de algemene functionarissen gemachtigd het speciaal lastenkohier of de plaatsvervangende documenten goed te keuren, de manier waarop het contract wordt aangegaan, te kiezen, de procedure op te starten en het contract voor de aanvang van werken, leveringen en diensten te sluiten voor contracten van minder dan :

- 1 000 000 frank voor de contracten aangegaan door openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag;
- 500 000 frank voor de contracten aangegaan door beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag;
- 100 000 frank voor de contracten aangegaan door onderhandelingsprocedure.

**Art. 2.** De bepalingen van artikel 1 zijn van toepassing op de Commissaris-generaal. De bedragen van 1 000 000 frank, 500 000 frank en 100 000 frank worden evenwel opgetrokken tot respectievelijk 10 000 000 frank, 5 000 000 frank en 1 000 000 frank.

**Art. 3.** Bovenvermelde delegaties zijn slechts geldig voor zover het voorwerp van het contract van de Regering of haar bevoegde leden de toelating kreeg, hetzij door de goedkeuring van een specifiek programma dat dit voorwerp bevat, hetzij door een specifieke beslissing betreffende dit voorwerp, met name indien het programma nog niet werd goedgekeurd of de uitgave het voorwerp was van een nominatieve inschrijving in de begroting.

Wanneer de begroting van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen eenmaal is goedgekeurd, is deze toelating niet vereist voor uitgaven voor de gebruikelijke behoeften van de diensten (courante uitgaven voor werking, gebruik en uitrusting) of voor uitgaven die niet hoger dan 500 000 frank worden geraamd. Voor de Commissaris-generaal wordt dit bedrag evenwel op 1 000 000 frank gebracht.

**Art. 4.** De contracten betreffende informatica inzake hardware, software en diensten zijn van onderhavig besluit uitgesloten.

**Art. 5.** Voor de contracten waarvan de financiële raming niet meer dan 1 miljoen frank bedraagt, wordt aan de Commissaris-generaal de bevoegdheid verleend om, na de bevoegde Minister hierover te hebben ingelicht, te beslissen over de afwijkingen van het algemeen lastenkohier, om te onderhandelen tegen voorlopige prijzen of tegen terugbetaling, de prijzencontrole op te leggen en de toekenningen van voorschotten te voorzien.

**Art. 6.** De bevoegdheid inzake goedkeuring van de uitvoering van het contract wordt toegewezen aan de gedelegeerde instantie die het contract heeft toegewezen.

**Art. 7.** De algemene functionarissen worden, binnen de grenzen voorzien in de artikels 1, 2 en 3 voor de goedkeuring van de lastenkohiers, de ramingen en afrekeningen, gedelegeerd om verlengingen van termijnen toe te staan, hetzij proportioneel bepaald, hetzij als resultaat van de administratie of wegens het zich voordoen van feiten die de medecontractant niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon ondervangen hoewel hij alles in het werk heeft gesteld, hetzij als resultaat van de afrekeningen.

Voormelde termijnverlengingen mogen niet meer bedragen dan vijftig procent van de oorspronkelijke termijn.

Elke andere verlenging zal steeds door de Minister worden goedgekeurd, op gestaafd verslag van de Administratie.

**Art. 8.** De Commissaris-generaal wordt gemachtigd boeten en straffen wegens vertraging op te leggen ten belope van een som die niet meer dan tien procent van de oorspronkelijke som van het contract mag bedragen, tot een som van vijf miljoen frank.

**Art. 9.** De algemene functionarissen worden gedelegeerd om ambtshalve te beslissen over de maatregelen voorzien in artikel 20 § 6 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 26 september 1996, die moeten worden genomen tegen de opdrachtnemer die in gebreke blijft en hem deze beslissing te betekenen, overeenkomstig de artikels 20, § 6, 48 § 3, 1°, 66 § 2,2° of 75 § 2,2° van het algemeen lastenkohier.

Deze delegatie van bevoegdheden is beperkt tot de contracten waar de uitvoeringsvertraging meer bedraagt dan 1/2 N (N is de oorspronkelijke termijn in werkdagen).

**Art. 10.** Bij de financiële beperkingen van de delegaties die door dit besluit worden beoogd, is de belasting op de toegevoegde waarde niet inbegrepen.

#### HOOFDSTUK II. — *Delegaties inzake subsidies*

**Art. 11.** In verband met de reglementaire subsidies waarvoor de toekenningscriteria door een decreet of een besluit zijn vastgelegd, worden de algemene functionarissen, rekening houdend met alle geldende reglementeringen, gemachtigd subsidies toe te staan tot 1 000 000 frank.

#### HOOFDSTUK III. — *Delegaties inzake kosten voor missies en activiteiten*

**Art. 12.** De Commissaris-generaal wordt gedelegeerd om de uitgaven tot 100 000 frank aan te gaan, goed te keuren en te machtigen voor missies naar het buitenland, deelneming aan seminaris en colloquia, alsook kosten voor vergaderingen.

**Art. 13.** De Commissaris-generaal legt aan de Minister van Buitenlandse Betrekkingen de samenstelling van de delegaties van de Franse Gemeenschap voor de gemengde commissies en voor de vergaderingen van de internationale instanties ter goedkeuring voor.

In verband met de andere missies van functionarissen organiseert de Commissaris-generaal de zendingen naar het buitenland na akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de sectorieel bevoegde Minister. Voor de medewerkers van het CGIB brengt de Commissaris-generaal de Minister van Buitenlandse Betrekkingen op de hoogte.

#### HOOFDSTUK IV. — *Delegaties inzake de uitvoering van de culturele akkoorden*

**Art. 14.** De Commissaris-generaal is bevoegd voor de realisatie van de activiteiten voorzien door de programma's van de gemengde commissies, ten belope van de bedragen vermeld in hoofdstuk 1, artikels 1 en 2.

Dit geldt eveneens voor de functionarissen van rang 15, binnen de financiële grenzen bepaald in hoofdstuk 1, artikel 1.

In het kader van deze toepassing is, voor de zending van personen of groepen naar het buitenland, het akkoord nodig van de Minister die de internationale betrekkingen onder zijn bevoegdheden heeft, behalve wanneer de personen of groepen uitdrukkelijk in het programma zijn opgenomen. [SUBR]HOOFDSTUK V. — *Volmachten inzake personeel*

**Art. 15.** Aan de Commissaris-generaal wordt de bevoegdheid gedelegeerd om de eedaflegging van de medewerkers van niveau 2+, 2, 3 en 4 te ontvangen.

**Art. 16.** Overeenkomstig het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap ter bepaling van het administratieve en geldelijke statuut van het Personeel van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen wordt aan de Commissaris-generaal de bevoegdheid gedelegeerd om :

1° a) de laureaten door de vastwervingssecretaris aanvaard voor de functies van niveau 3 en 4 te aanvaarden en de stagiairs van deze niveaus definitief te benoemen;

b) de tijdelijke medewerkers die door de vastwervingssecretaris worden aangeduid, te benoemen;

2° na aanduiding door de Minister, de aanwervingscontracten of handelingen voor tewerkstelling te ondertekenen : a) van de contractuele medewerkers; b) van de leden van het hulppersoneel; c) van de gesubsidieerde contractuele medewerkers;

d) van de jongeren met het oog op hun tewerkstelling als stagiairs (in het kader van de jongerenstage)

3° de administratieve positie van de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 te bepalen, zij het na het akkoord van de Minister in geval van verlof om een functie te vervullen in het Kabinet van een Minister of Staatssecretaris of het Kabinet van de Voorzitter of van een Lid van een Regering, een Gemeenschap of Gewest of wegens aanduiding voor het vervullen van een missie;

4° de nodige administratieve daden - inclusief het ontslag of de pensionering - te stellen wanneer de administratieve Gezondheidsdienst de fysische ongeschiktheid van de kandidaat of het personeelslid afleidt;

5° alle relaties met het Vastwervingssecretariaat te onderhouden;

6° het salaris van de personeelsleden vast te leggen, het voorschot op het salaris te bepalen en het bedrag van de vergoeding voor de uitoefening van hogere functies vast te leggen;

7° het vereiste voorstel voor de verandering van graad of de promotie door graadverhoging of door toegang tot een hoger niveau op te stellen;

- 8° prestaties bij wijze van uitzondering toe te staan en de desbetreffende kostenstaten goed te keuren;
- 9° de medewerkers op non-actief te zetten wegens ziekte of invaliditeit die niet tot de volledige ongeschiktheid voor de dienst leiden, maar die afwezigheden veroorzaken die langer duren dan het verlof voor ziekte of invaliditeit; het voorlopige salaris vast te leggen dat wordt toegekend aan de medewerker die wegens ziekte of invaliditeit op non-actief is gezet;
- 10° de medewerkers van niveau 2+, 2, 3 en 4 die daartoe een aanvraag indienen, wegens persoonlijke redenen op non-actief te zetten;
- 11° de personeelsleden van niveau 2+, 2, 3 en 4 toe te staan voor een lange periode die door sociale of familiale redenen wordt gerechtvaardigd, afwezig te zijn;
- 12° de medewerkers van niveau 2+, 2, 3 en 4 hetzij op verzoek, hetzij omdat zij de pensioengerechtigde leeftijd hebben bereikt, ontslag uit hun functies toe te staan;
- het recht op pensioen van de medewerkers van niveau 2+, 2, 3 en 4 ten laste van de Schatkist vast te leggen;
- 13° een medewerker op non-actief te plaatsen indien hij zonder toelating afwezig blijft of zonder geldige reden de termijn van zijn verlof overschrijdt;
- 14° de contractueel aangeworven personeelsleden wegens ernstige fout te ontslaan;
- 15° een medewerker in het belang van de dienst van zijn functie te ontheffen;
- 16° de daden inzake schadeloosstelling bij werkongevallen en beroepsziekten te stellen
- 17° de toelating te geven deel te nemen aan in België georganiseerde congressen, colloquia, studiedagen, seminaries en conferenties;
- 18° de personeelsleden de toelating te geven hun persoonlijke wagen te gebruiken voor occasionele verplaatsingen betreffende de dienst; 19° jaarlijkse vakanties en uitzonderlijk verlof toe te staan;
- 20° aan de medewerkers van niveau 2+, 2, 3 en 4 verlof toe te staan in de volgende gevallen :
- a) wegens dwingende redenen van familiale aard;
  - b) om een stage of proefperiode te doorlopen in een andere betrekking van een openbare dienst, het gesubsidieerde onderwijs, een gesubsidieerd medisch-pedagogisch-sociaal centrum of een gesubsidieerd medisch-pedagogisch instituut, het universitair onderwijs;
  - c) om een interimfunctie in een officiële school of een gesubsidieerde vrije school uit te oefenen;
  - d) om zich kandidaat te stellen voor de wetgevende of provinciale verkiezingen
  - e) voor beperkte prestaties gerechtvaardigd door sociale, familiale of persoonlijke redenen;
  - f) om cursussen te volgen om de intellectuele, morele of sociale vorming te vervolmaken in het kader van verlof voor sociale promotie of studieverlof;
  - g) om cursussen in de school van de civiele bescherming te volgen, hetzij als vrijwillige medewerker van dit corps, hetzij als leerling die niet tot dit corps behoort;
  - h) om, in vreedstijd, bij de civiele bescherming prestaties als vrijwilliger van dit corps te vervullen;
  - i) voor de opvang van een kind van jonger dan 10 jaar met het oog op zijn aanpassing of de uitoefening van een officieuze voogdij;
  - j) bij de geboorte van een kind, het ouderschapsverlof;
- 21° een medewerker die wegens ziekte of invaliditeit afwezig was en waarvan de administratieve Gezondheidsdienst heeft geoordeeld dat hij in staat is zijn functies deeltijds op te nemen, voor zijn functie op te roepen;
- 22° de identificatiecertificaten van de definitieve medewerkers, stagiairs, tijdelijke en contractuele medewerkers af te leveren of in te trekken;
- De Commissaris-generaal informeert de Minister over de maatregelen die worden genomen in toepassing van de punten 13°, 14° en 15° van onderhavig artikel.
- De Commissaris-generaal verschaft de Minister van Buitenlandse Betrekkingen en de Minister van Openbaar Ambt eenmaal om de zes weken een geactualiseerde lijst met de medewerkers in hun functies en met hun werkelijke graden.

#### HOOFDSTUK VI. — *Algemene bepalingen*

**Art. 17.** In geval van afwezigheid of verhindering van de Commissaris-generaal, wordt hij door een functionaris van rang 15 vervangen.

**Art. 18.** Na akkoord van de Minister van Buitenlandse Betrekkingen kan de Commissaris-generaal zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen.

**Art. 19.** De Commissaris-generaal is bevoegd om de taken binnen het Commissariaat-generaal te verdelen.

**Art. 20.** Wordt afgeweken van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1985 betreffende de delegatie van bevoegdheden aan de algemene functionarissen van het Commissariaat-generaal voor Internationale Betrekkingen.

Brussel, 15 oktober 1997.

Door de Regering van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Internationale Betrekkingen,  
W. ANCIEN  
Minister van Openbaar Ambt,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE